

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 10 juin 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

3,4 %

C'est le taux de croissance économique pour le Ghana en 2024 selon les prévisions de la Banque Africaine de Développement.

Nigéria :

La Banque mondiale approuve un financement de 2,25 Md USD pour le Nigéria ; Le coût du service de la dette extérieure du Nigeria atteint 2,2 Md USD pour les cinq premiers mois de 2024 ; Le Nigeria finalise la vente de cinq centrales électriques pour 1,15 Md USD ; Access Bank Plc s'implante en Tanzanie avec l'acquisition de BancABC.

Ghana :

Après 16 mois de négociations, le protocole d'accord entre le Ghana et le Comité Officiel des Créanciers bilatéraux est signé ; L'inflation alimentaire atteint son

niveau le plus bas depuis 13 mois, tandis que l'inflation globale peine à diminuer ; Alan Kyerematen, candidat indépendant à l'élection présidentielle, souhaite exploiter le vaste potentiel de production alimentaire des cinq régions septentrionales du Ghana pour devenir le « futur grenier alimentaire de l'Afrique de l'Ouest ».

Nigeria

La Banque mondiale approuve un financement de 2,25 Md USD pour le Nigéria

La Banque mondiale a acté cette semaine deux programmes de financement pour le Nigéria [dont la somme cumulée atteint 2,25 Md USD](#). Cette aide vise à soutenir les réformes structurelles en cours et à contribuer à la lutte contre la pauvreté qui a fortement augmenté dans le pays. Le premier programme, « RESET », à hauteur de 1,5 Md USD, affiche des objectifs centrés sur la stabilisation macroéconomique et la protection des populations les plus vulnérables. Le second programme, « ARMOR », de 750 M USD, sera quant à lui ciblé sur le renforcement de l'administration fiscale nigériane, avec pour but d'augmenter les recettes fiscales tout en renforçant les administrations fiscales et douanières et en préservant les recettes pétrolières.

Par ailleurs, dans le rapport [« Global Economic Perspectives »](#) pour juin 2024, la Banque mondiale a réaffirmé sa prévision pour [la croissance nigériane à 3,3 % pour l'année en cours et a révisé légèrement ses attentes pour 2025](#) (3,5 % contre des prévisions de 3,7 % au mois de janvier). Le rapport souligne la résilience de la croissance face aux réformes macroéconomiques d'ampleur qui ont été entreprises par le nouveau gouvernement, ce qui a été rendu possible en partie grâce à une amélioration de la production pétrolière depuis la deuxième moitié de l'année dernière. Une reprise graduelle de l'économie non-pétrolière à moyen-terme est attendue, une fois passé l'effet initial des réformes, même si sa croissance restera modeste. Le secteur pétrolier devrait à son tour connaître une stabilisation progressive à moyen-terme selon le rapport, au rythme du redressement de la production pétrolière. Ces perspectives de croissance font cependant faces à des risques importants, notamment l'inflation galopante.

En ce qui concerne l'Afrique sub-saharienne, la croissance a connu un ralentissement pour atteindre 3 % en 2023, sous l'effet de l'affaiblissement des trois grandes économies régionales que sont le Nigéria, l'Angola et l'Afrique du Sud. La croissance devrait progresser à 3,5 % en 2024 et se stabiliser autour de 4 % à moyen-terme. Cela dépendra de l'évolution de l'inflation dans la région, qui pourrait ouvrir les portes à un assouplissement des conditions

monétaires. Ces prévisions accusent elles aussi des baisses par rapport à celles de janvier (-0,2 point pour les prévisions 2024 et -0,3 point pour les prévisions 2025). Le pessimisme est plus marqué pour les pays exportateurs de métaux du fait de l'impact des conflits territoriaux ainsi que le ralentissement de la croissance chinoise.

Le coût du service de la dette extérieure du Nigeria atteint 2,2 Md USD pour les cinq premiers mois de 2024

Selon les récentes données publiées par la Banque centrale du Nigéria (CBN), le service de la dette extérieure du Nigéria [atteint 2,2 Md à la fin du mois de mai 2024](#). Cela représente une hausse vertigineuse de 96 % en glissement annuel, comparé aux cinq premiers mois de 2023 où le coût de service de la dette représentait 1,1 Md USD. A ce stade, 66 % des flux sortants de dollars ont été dédiés au service de la dette extérieure, toujours selon les statistiques de la banque centrale, soit une hausse de 22 points par rapport à la même période en 2023.

Le coût de la dette, notamment en devises, continue donc d'être un défi de taille pour les finances publiques. En effet, il s'agit d'un poste de dépense important qui réduit l'espace budgétaire du gouvernement et, de ce fait, sa capacité d'investissement. L'agence de notation Fitch estime à [38 % le ratio du paiement des intérêts de la dette sur les recettes du gouvernement](#), un niveau plus élevé que la moyenne des souverains dont la note est comparable à celle du Nigéria. Ce ratio reflète la double peine de la hausse des taux d'intérêts et de la mobilisation fiscale structurellement faible du pays, même si l'agence prévoit une amélioration de cet indicateur à moyen-terme.

Le Nigeria finalise la vente de cinq centrales électriques pour 1,15 Md USD

[Le Nigeria a atteint la phase finale de la vente de cinq centrales électriques stratégiques, pour un montant total de 1,15 Md USD](#). Le ministre de l'Électricité, M. Adebayo Adelabu, a annoncé que le processus d'appel d'offres était terminé et qu'un rapport final avait été soumis au Conseil national de la privatisation (CNP), dirigé par le vice-président du Nigeria, Kashim Shettima.

Cette initiative fait partie d'une stratégie gouvernementale visant à réorganiser le secteur énergétique, à améliorer l'efficacité et à attirer les investissements privés. Le processus de privatisation du secteur de l'électricité au Nigeria a commencé en 2013, avec la vente des sociétés de distribution et de production. Cependant, des défis tels que les questions réglementaires et les contraintes d'infrastructure entravent les résultats attendus.

Access Bank Plc s'implante en Tanzanie avec l'acquisition de BancABC

[Access Bank Plc, une banque commerciale nigériane, a finalisé l'acquisition d'une participation majoritaire dans le capital de l'African Banking Corporation Tanzania \(BancABC Tanzania\).](#) Cette acquisition permet à Access Bank de pénétrer le marché tanzanien et d'étendre sa présence en Afrique de l'Est, où elle opérait jusqu'à présent dans trois pays : le Kenya, le Rwanda et le Mozambique.

La nouvelle filiale d'Access Bank fusionnera prochainement avec les activités de banque de détail, privée et de banque commerciale de Standard Chartered Bank Tanzania, également rachetées par Access Bank. Cette fusion positionnera Access Bank Tanzania comme un acteur majeur du secteur bancaire local.

Ghana

Après 16 mois de négociations, le protocole d'accord entre le Ghana et le Comité Officiel des Créanciers bilatéraux est signé

[Le protocole d'accord \(MoU\) entre le Comité officiel des créanciers bilatéraux \(OCC\), co-présidé par la France et la Chine, et le gouvernement du Ghana vient d'être signé.](#) Cet accord définitif, qui fait suite à un accord intérimaire en janvier, représente la dernière étape de la restructuration de la dette de 5,1 Md USD du Ghana avec ses créanciers bilatéraux. A présent, cet accord multilatéral doit être décliné en accords bilatéraux avec chaque créancier officiel.

Cette signature devrait ouvrir la voie à l'approbation par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) de la deuxième revue du programme triennal du pays, et au déblocage d'un versement de 360 M USD en juin 2024, ce qui porterait le total des décaissements du FMI au titre du programme à 1,56 Md USD.

Le ministre des Finances [a déclaré](#) que ce protocole d'accord fournirait un soulagement significatif aux finances en rééchelonnant le service de la dette de 2023 à 2026, permettant d'orienter les ressources financières vers des domaines critiques tels que les infrastructures, la santé et l'éducation.

La signature de ce protocole d'accord devrait également faciliter les discussions avec les détenteurs d'euro-obligations, auxquels le pays doit 13 Md USD. Le Ghana a récemment engagé de nouvelles discussions après le rejet de l'accord intérimaire par le FMI pour ne pas avoir atteint les objectifs de viabilité de la dette. **La négociation**

de cette dette privée devra se faire en « comparabilité de traitement » avec les créanciers bilatéraux.

L'inflation alimentaire atteint son niveau le plus bas depuis 13 mois, tandis que l'inflation globale peine à diminuer

[D'après les données du Service statistique du Ghana, l'inflation globale a légèrement diminué à 23,1 % en mai 2024, par rapport à mai 2023, signifiant que les prix augmentent toujours mais moins rapidement.](#) Les données désagrégées révèlent que l'inflation alimentaire était le moteur de ce léger assouplissement, passant de 26,8 % à 22,6 % – le taux le plus bas depuis 13 mois. À l'inverse, l'inflation non alimentaire a légèrement augmenté à 23,6 %, contre 23,5 % en avril. L'inflation des articles produits localement et des articles importés a diminué respectivement à 24,7 % et 19,6 %. Plus précisément, l'indice des prix à la consommation s'élève à 220,0 en mai 2024, contre 178,7 en mai 2023 et 125,6 en mai 2022 (base 100 en 2021), ce qui signifie que depuis 2021 les prix ont été multiplié en moyenne par 2,2.

A noter que des disparités régionales persistent, avec des taux d'inflation variant considérablement d'une région à l'autre. La région Upper East a enregistré le taux le plus élevé à 35,6 %, tandis que la région Oti affichait le taux le plus bas à 10,3 %. Enfin, les secteurs les plus touchés concernent les boissons alcoolisées et le tabac (34,2 %), les restaurants et l'hébergement (31,6 %), le logement et les services publics (26,9 %), et la santé (26,5 %).

Alan Kyerematen, candidat indépendant à l'élection présidentielle, souhaite exploiter le vaste potentiel de production alimentaire des cinq régions septentrionales du Ghana pour devenir le « futur grenier alimentaire de l'Afrique de l'Ouest »

[Lors d'une tournée à Tamale, le leader et fondateur du Mouvement pour le changement \(M4C\) et candidat indépendant à l'élection présidentielle 2024 pour l'Alliance pour le Changement Révolution \(ARC\) a dévoilé un plan de transformation visant à exploiter le vaste potentiel de production alimentaires des cinq régions septentrionales du Ghana.](#) Il a déclaré que le potentiel de production alimentaire de ces cinq régions était immense et qu'en l'exploitant, le Nord pourrait atteindre l'autosuffisance, mais aussi devenir un fournisseur majeur de denrées alimentaires pour toute l'Afrique de l'Ouest. Il a également souligné la nécessité de former les jeunes de ces régions localement et de les doter de compétences et de ressources qui leur permettront de contribuer à la construction et au développement de leur économie locale.

Son plan de développement met l'accent sur la construction d'infrastructures agricoles et sur le soutien aux agriculteurs grâce à la mise en place de techniques modernes. Il pense aussi que ce plan de transformation aura un effet d'entraînement, améliorant la qualité de vie générale et réduisant les disparités socio-économiques entre le nord et les autres régions du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr